

PRÉFET DE SAÔNE-ET-LOIRE

ARRÊTÉ

Direction des Libertés Publiques
Et de l'Environnement
Bureau de la réglementation
Et de l'environnement

LE PREFET DE SAONE-ET-LOIRE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

SAS EPUR CENTRE
Rue des Flandines
71000 MACON

Agrément relatif au regroupement et au tri
des pneumatiques usagés.

N° DLPE-BENV-2015-221-2

VU le code de l'environnement, titre 1^{er} du livre V, notamment les articles R543-145 et R543-146,

VU la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment ses articles 19 et 21,

VU l'arrêté interministériel du 8 décembre 2003 relatif à la collecte des pneumatiques usagés,

VU l'arrêté préfectoral n°10-03251 du 23 juillet 2010 accordant à la SAS EPUR CENTRE EST l'agrément pour effectuer le regroupement et le tri des pneumatiques usagés en Saône-et-Loire, pour une période de 5 ans,

VU la demande de renouvellement de cet agrément présentée le 14 avril 2015 par la SAS EPUR CENTRE à Mâcon,

VU l'avis de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne en date du 6 juillet 2015,

VU l'avis de l'ADEME en date du 7 août 2015,

CONSIDERANT que la demande d'agrément déposée par la SAS EPUR CENTRE comporte l'ensemble des pièces mentionnées à l'article 2 de l'arrêté interministériel du 8 décembre 2003 précité, en ce qui concerne l'activité de regroupement et tri des pneumatiques usagés,

SUR proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire,

ARRETE

Article 1 :

La SAS EPUR CENTRE dont le siège social est situé 135 rue Lavoisier à Mâcon est agréée pour effectuer le regroupement et le tri des pneumatiques usagés dans le centre de transit, regroupement et tri de déchets de pneumatiques qu'elle exploite rue des Flandines à Mâcon.

L'agrément est délivré pour une durée maximale de 5 ans, à compter de la date de notification du présent arrêté.

Article 2 :

La SAS EPUR CENTRE à Mâcon est tenue, dans les activités pour lesquelles elle est agréée, de satisfaire à toutes les obligations mentionnées dans le cahier des charges annexé au présent arrêté sous peine de suspension ou de retrait de l'agrément selon les modalités prévues aux articles 8 et 9 de l'arrêté du 8 décembre 2003.

Article 3:

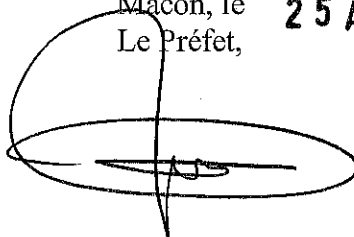
Le présent agrément ne se substitue pas aux autorisations administratives dont la SAS EPUR CENTRE à Mâcon doit être pourvue dans le cadre des réglementations existantes. Le titulaire reste pleinement responsable de son exploitation dans les conditions définies par les lois et règlements en vigueur.

Article 4 :

Mme la secrétaire générale de la préfecture de Saône-et-Loire, M. le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS EPUR CENTRE à Mâcon.

Mâcon, le
Le Préfet,

25 AOÛT 2015

A large, stylized handwritten signature in black ink, consisting of a large loop at the top and a horizontal stroke at the bottom, with a vertical line extending downwards from the center.

Gilbert PAYET

ANNEXE 1

CAHIER DES CHARGES – REGROUPEMENT ET TRI DES PNEUMATIQUES USAGES

Article 1

Le collecteur réceptionne, sur le site de regroupement et de tri qu'il exploite rue des Flandines à Mâcon, tout lot de pneumatiques usagés qui lui est apporté par les collecteurs agréés pour le ramassage ou par les distributeurs ou détenteurs, définis à l'article R.543-138 du code de l'environnement.

Article 2

Le collecteur dispose d'une surface et d'un volume de stockage appropriés, lui permettant, d'une part, de réceptionner, dans des conditions correctes, les pneumatiques avant leur tri et, d'autre part, de regrouper les pneumatiques triés par catégories et selon le mode de valorisation envisagé.

Article 3

Le collecteur isole les pneumatiques réceptionnés des déchets ou substances d'une autre nature.

Le collecteur trie les pneumatiques qui peuvent être réemployés ou rechapés en vue de les céder aux personnes qui les réemploient ou les rechapent.

Article 4

Le collecteur ne remet ses pneumatiques qu'aux personnes qui exploitent des installations agréées en application de l'article R.543-147 du code de l'environnement.

Article 5


Le collecteur tient un registre précisant, outre le cas échéant le nom des autres collecteurs agréés qui déposent des pneumatiques dans son installation, les quantités déposées, avec le numéro des lots, la date de dépôt ainsi que la date à laquelle ces pneumatiques ont été remis aux personnes mentionnées à l'article 4 de la présente annexe. Ce registre comporte l'évaluation du stock de pneus établie mensuellement. Cette évaluation doit être mentionnée dans le registre au plus tard le dernier jour du mois suivant.

Article 6

Conformément aux dispositions de l'article R.543-146 du code de l'environnement, le collecteur communique à l'agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, au plus tard le 31 mars de l'année en cours pour l'année civile précédente, les informations sur les tonnages remis aux personnes mentionnées à l'article 4 de la présente annexe, en indiquant leur identité, leur adresse, la date de cession, et, le cas échéant, leur numéro d'agrément.

Mâcon, le 25 AOUT 2015

Le préfet

A handwritten signature in black ink, enclosed within a large, hand-drawn oval loop.

Gilbert PAYET